Parlement européen

2014-2019



Commission du contrôle budgétaire

2018/0206(COD)

16.11.2018

AVIS

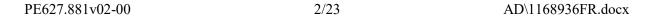
de la commission du contrôle budgétaire

à l'intention de la commission de l'emploi et des affaires sociales

sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif au Fonds social européen plus (FSE+) (COM(2018)0382 – C8-0232/2018 – 2018/0206(COD))

Rapporteur pour avis: Georgi Pirinski

AD\1168936FR.docx PE627.881v02-00



JUSTIFICATION SUCCINCTE

Le 29 mai 2018, la Commission européenne a adopté sa proposition relative à un nouveau Fonds social européen plus (FSE+), créé par la fusion du Fonds social européen (FSE), de l'initiative pour l'emploi des jeunes (IEJ), du Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD), du programme de l'Union pour l'emploi et l'innovation sociale (EaSI) et du programme «Santé» de l'Union.

La Commission justifie sa proposition par l'objectif de «rationaliser et de simplifier le cadre de financement et de générer davantage de possibilités de synergie par des approches de financement intégrées» (considérant 9, COM(2018) 382). Il y a lieu de se féliciter, en principe, de cet objectif.

Toutefois, cette fusion ne doit en aucun cas mettre en péril la bonne mise en œuvre, les résultats, la valeur ajoutée et le contrôle budgétaire du nouveau FSE+. À cet égard, il y a lieu de traiter avec toute l'attention voulue les aspects très problématiques suivants:

- l'absence d'objectifs et de priorités spécifiques pour le volet FSE+ relevant de la gestion partagée, qui crée une incertitude quant à la programmation, au suivi et à l'évaluation du soutien apporté au titre de ce volet à l'avenir, à l'entrée en vigueur du nouveau règlement portant dispositions communes (RPDC), lorsque les États membres seront tenus de suivre les dispositions correspondantes du RPDC relatives au FSE+;
- en outre, dans la proposition de la Commission, les objectifs qui, au cours de la période actuelle, sont soutenus par des programmes relevant de la gestion partagée (FSE, IEJ et FEAD) deviennent également des objectifs spécifiques devant être poursuivis en gestion directe et indirecte. Des objectifs spécifiques tels que «lutter contre la privation matérielle en apportant une aide alimentaire» ou «promouvoir l'intégration sociale des personnes exposées au risque de pauvreté» présenteront ainsi automatiquement un intérêt pour le volet relatif à l'emploi et l'innovation sociale et le volet relatif à la santé. Toutefois, selon le chapitre III de la partie II, «lutter contre la privation matérielle en apportant une aide alimentaire» est un objectif spécifique qui ne présente un intérêt que pour le volet relevant de la gestion partagée, et la partie III ne comporte aucun objectif opérationnel prévoyant les modalités de poursuite de l'objectif spécifique «promouvoir l'intégration sociale des personnes exposées au risque de pauvreté» dans le cadre de la gestion directe et indirecte;
- il n'existe pas de mécanismes clairs expliquant comment réaliser la complémentarité et les synergies entre les trois volets;
- par ailleurs, la disposition relative à l'attribution des ressources du volet relevant de la gestion partagée à un volet relevant de la gestion directe reste très incertaine et peu claire et n'est nullement clarifiée dans le FSE+ ou dans le nouveau RPDC. Il convient d'éviter absolument les doubles emplois éventuels et le manque de soutien à certaines mesures, d'autant plus qu'eu égard à la sérieuse pénurie de ressources budgétaires, le FSE+ devrait jouer un rôle important face à toute une série de défis majeurs dans le domaine considérablement élargi de ses attributions en ce qui concerne la garantie des droits sociaux de chaque citoyen de l'Union;

la proposition de règlement relatif au FSE+ ne prévoit pas d'indicateurs de suivi de la mise en œuvre et des performances du volet relatif à l'emploi et l'innovation sociale ni ne contient les dispositions appropriées nécessaires pour le suivi et les rapports de la Commission; il devient donc très problématique d'assurer une programmation adéquate et de fournir un soutien au titre de ce volet.

Aux fins d'un contrôle parlementaire efficace du budget de l'Union, il est nécessaire de combler ces lacunes de manière appropriée. À cet égard, il est essentiel que le règlement énonce des règles claires pour la programmation dans le cadre de la gestion directe et indirecte du FSE+;

De façon générale, aux fins d'une bonne gestion financière et d'une réelle valeur ajoutée du budget de l'Union, il est primordial que la coordination et les synergies soient assurées non seulement dans le cadre des trois volets FSE+, mais aussi entre ceux-ci et d'autres fonds, instruments et programmes de l'Union.

AMENDEMENTS

La commission du contrôle budgétaire invite la commission de l'emploi et des affaires sociales, compétente au fond, à prendre en considération les amendements suivants:

Amendment 1

Proposal for a regulation Recital 6

Text proposed by the Commission

(6) Regulation (EU) No [...] establishes the framework for action by the European Regional Development Fund (ERDF), the European Social Fund Plus (ESF+), the Cohesion Fund, the European Maritime and Fisheries Fund (EMFF), the Asylum and Migration Fund (AMIF), Internal Security Fund (ISF) and the Border Management and Visa Instrument (BMVI) as a part of the Integrated Border Management Fund (IBMF), and lays down, in particular, the policy objectives and the rules concerning programming, monitoring and evaluation, management and control for Union funds implemented under shared management. It is therefore necessary to specify the general objectives of the ESF+, and to lay down specific provisions concerning the type of activities that may

Amendment

Regulation (EU) No [...] (6) establishes the framework for action by the European Regional Development Fund (ERDF), the European Social Fund Plus (ESF+), the Cohesion Fund, the European Maritime and Fisheries Fund (EMFF), the Asylum and Migration Fund (AMIF), Internal Security Fund (ISF) and the Border Management and Visa Instrument (BMVI) as a part of the Integrated Border Management Fund (IBMF), and lays down, in particular, the policy objectives and the rules concerning programming, monitoring and evaluation, management and control for Union funds implemented under shared management. It is therefore necessary to specify the general objectives of the ESF+, and to lay down specific provisions concerning the type of activities that may

PE627.881v02-00 4/23 AD\1168936FR.docx

be financed by the ESF+.

be financed by the ESF+ under shared management.

Amendment 2

Proposal for a regulation Recital 7

Text proposed by the Commission

(7) Regulation (EU, Euratom) No [the new FR] (the 'Financial Regulation') lays down rules on the implementation of the Union budget, including the rules on grants, prizes, procurement, indirect implementation, financial assistance, financial instruments and budgetary guarantees. In order to ensure coherence in the implementation of Union funding programmes, the Financial Regulation is to apply to the actions to be implemented in direct or indirect management under the ESF+.

Amendment

(7) Regulation (EU, Euratom) No [the new FR] (the 'Financial Regulation') lays down rules on the implementation of the Union budget, including the rules on grants, prizes, procurement, indirect implementation, financial assistance, financial instruments and budgetary guarantees. In order to ensure coherence in the implementation of Union funding programmes, the Financial Regulation is to apply to the actions to be implemented in direct or indirect management under the ESF+. This Regulation should specify the operational objectives and lay down the specific provisions concerning the eligible actions that may be financed by the ESF+ under direct and indirect management.

Amendment 3

Proposal for a regulation Recital 10

Text proposed by the Commission

(10) In view of this wider scope of the ESF+ it is appropriate to foresee that the aims to enhance the effectiveness of labour markets and promote access to quality employment, to improve the access to and the quality of education and training as well as to promote social inclusion and health and to reduce poverty *are not only* implemented under shared management, *but also* under direct and indirect management under the Employment and Social Innovation and Health strands for

Amendment

(10) In view of this wider scope of the ESF+ it is appropriate to foresee that the aims to enhance the effectiveness of labour markets and promote access to quality employment, to improve the access to and the quality of education and training as well as to promote social inclusion and health and to reduce poverty should continue to be implemented mainly under shared management, and where appropriate, complemented under direct and indirect management under the

AD\1168936FR.docx 5/23 PE627.881v02-00

actions required at Union level.

Employment and Social Innovation and Health strands for actions required at Union level.

Amendment 4

Proposal for a regulation Recital 12

Text proposed by the Commission

(12) This Regulation lays down a financial envelope for the ESF+. *Parts of this financial envelope should be used* for actions to be implemented in direct and indirect management *under the Employment and Social Innovation and Health strands*.

Amendment

(12) This Regulation lays down a financial envelope for the ESF+. It should specify the allocations for activities to be implemented under shared management and the allocations for actions to be implemented in direct and indirect management.

Amendment 5

Proposal for a regulation Recital 15

Text proposed by the Commission

(15)Support through the ESF+ should be used to promote equal access for all, in particular for disadvantaged groups, to quality, non-segregated and inclusive education and training, from early childhood education and care through general and vocational education and training and to tertiary level, as well as adult education and learning, thereby fostering permeability between education and training sectors, preventing early school leaving, improving health literacy, reinforcing links with non-formal and informal learning and facilitating learning mobility for all. Synergies with the Erasmus programme, notably to facilitate the participation of disadvantaged learners in learning mobility, should be supported within this context.

Amendment

Support through the ESF+ should be used to promote equal and affordable access for all, in particular for disadvantaged groups, to quality, nonsegregated and inclusive education and training, from early childhood education and care through general and vocational education and training and to tertiary level, as well as adult education and learning, thereby fostering permeability between education and training sectors, preventing early school leaving, improving health literacy, reinforcing links with non-formal and informal learning and facilitating learning mobility for all. Synergies with the Erasmus programme, notably to facilitate the participation of disadvantaged learners in learning mobility, should be supported within this context.

PE627.881v02-00 6/23 AD\1168936FR.docx

Amendment 6

Proposal for a regulation Recital 16

Text proposed by the Commission

(16) The ESF+ should promote flexible upskilling and reskilling opportunities for all, notably digital skills and key enabling technologies, with a view to providing people with skills adjusted to digitalisation, technological change, innovation and social and economic change, facilitating career transitions, mobility and supporting in particular low-skilled and/or poorly qualified adults, in line with the Skills Agenda for Europe.

Amendment

(16) The ESF+ should promote affordable, flexible upskilling and reskilling opportunities for all, notably digital skills and key enabling technologies, with a view to providing people with skills adjusted to digitalisation, technological change, innovation and social and economic change, facilitating career transitions, mobility and supporting in particular low-skilled and/or poorly qualified adults, in line with the Skills Agenda for Europe.

Amendment 7

Proposal for a regulation Recital 18

Text proposed by the Commission

The ESF+ should support Member States' efforts to tackle poverty with a view to breaking the cycle of disadvantage across generations and promote social inclusion by ensuring equal opportunities for all, tackling discrimination and addressing health inequalities. This implies mobilising a range of policies targeting the most disadvantaged people regardless of their age, including children, marginalised communities such as the Roma, and the working poor. The ESF+ should promote the active inclusion of people far from the labour market with a view to ensuring their socio-economic integration. The ESF+ should be also used to enhance timely and equal access to affordable, sustainable and high quality services such as healthcare and long-term care, in particular family and community-based care services. The ESF+ should contribute to the modernisation of

Amendment

The ESF+ should support Member (18)States' efforts to tackle poverty with a view to breaking the cycle of disadvantage across generations and promote social inclusion by ensuring equal opportunities for all, tackling discrimination and addressing health inequalities. This implies mobilising a range of policies targeting the most disadvantaged people regardless of their age, including children, marginalised communities such as the Roma, and the working poor. The ESF+ should promote the active inclusion of people far from the labour market with a view to ensuring their socio-economic integration. The ESF+ should be also used to enhance timely and equal access to affordable-for-all, sustainable and high quality services such as healthcare and long-term care, in particular family and community-based care services. The ESF+ should contribute

social protection systems with a view in particular to promoting their accessibility.

to the modernisation of social protection systems with a view in particular to promoting their accessibility.

Amendment 8

Proposal for a regulation Recital 19

Text proposed by the Commission

(19)The ESF+ should contribute to the reduction of poverty by supporting national schemes aiming to alleviate food and material deprivation and promote social integration of people at risk of poverty or social exclusion and the most deprived. With a view that at Union level at least 4% of the resources of the ESF+ strand under shared management supports the most deprived, Member States should allocate at least 2% of their national resources of the ESF+ strand under shared management to address the forms of extreme poverty with the greatest social exclusion impact, such as homelessness, child poverty and food deprivation. Due to the nature of the operations and the type of end recipients, it is necessary that simpler rules apply to support which addresses material deprivation of the most deprived.

Amendment

The ESF+ should contribute to the (19)reduction of poverty by supporting national schemes aiming to alleviate food, shelter and material deprivation and promote social integration of people at risk of poverty or social exclusion and the most deprived. With a view that at Union level at least 4% of the resources of the ESF+ strand under shared management supports the most deprived, Member States should allocate at least 2% of their national resources of the ESF+ strand under shared management to address the forms of extreme poverty with the greatest social exclusion impact, such as homelessness, child poverty and food deprivation. Due to the nature of the operations and the type of end recipients, it is necessary that simpler rules apply to support which addresses material deprivation of the most deprived.

Amendment 9

Proposal for a regulation Recital 20

Text proposed by the Commission

(20) In light of the persistent need to enhance efforts to address the management of the migration flows in the Union as a whole and in order to ensure a coherent, strong and consistent support to the solidarity and responsibility-sharing efforts, the ESF+ should provide support to promote the socio-economic integration of

Amendment

(20) In light of the persistent need to enhance efforts to address the management of the migration flows in the Union as a whole and in order to ensure a coherent, strong and consistent support to the solidarity and responsibility-sharing efforts, the ESF+ should provide support to promote the socio-economic integration of

PE627.881v02-00 8/23 AD\1168936FR.docx

third country nationals complementary to the actions financed under the Asylum and Migration Fund. *third-country* nationals complementary to the actions financed under the Asylum and Migration Fund.

Amendment 10

Proposal for a regulation Recital 21

Text proposed by the Commission

The ESF+ should support policy (21)and system reforms in the fields of employment, social inclusion, healthcare and long-term care, and education and training. In order to strengthen alignment with the European Semester, Member States should allocate an appropriate amount of their resources of the ESF+ strand under shared management to implement relevant country-specific recommendations relating to structural challenges which it is appropriate to address through multiannual investments falling within the scope of the ESF+. The Commission and the Member States should ensure coherence, coordination and complementarity between the sharedmanagement and Health strands of ESF+ and the Reform Support Programme, including the Reform Delivery Tool and the Technical Support Instrument. In particular, the Commission and the Member State should ensure, in all stages of the process, effective coordination in order to safeguard the consistency, coherence, complementarity and synergy among sources of funding, including technical assistance thereof.

Amendment

(21) The ESF+ should support policy and system reforms in the fields of employment, social inclusion, healthcare and long-term care, and education and training, as long as those policy reforms do not include privatisation of existing public services such as water, energy, health etc. The Commission and the Member State should ensure, in all stages of the process, effective coordination in order to safeguard the consistency, coherence, complementarity and synergy among sources of funding, including technical assistance thereof.

Amendment 11

Proposal for a regulation Recital 28

Text proposed by the Commission

Amendment

(28)The Member States and the Commission should ensure that ESF+ contributes to the promotion of equality between women and men in accordance with Article 8 TFEU to foster equality of treatment and opportunities between women and men in all areas, including regarding participation in the labour market, terms and conditions of employment and career progression. They should also ensure that the ESF+ promotes equal opportunities for all, without discrimination in accordance with Article 10 TFEU and promotes the inclusion in society of persons with disabilities on equal basis with others and contributes to the implementation of the United Nations Convention on the Rights of Persons with Disabilities. These principles should be taken into account in all dimensions and in all stages of the preparation, monitoring, implementation and evaluation of programmes, in a timely and consistent manner while ensuring that specific actions are taken to promote gender equality and equal opportunities. The ESF+ should also promote the transition from residential/institutional care to family and community-based care, in particular for those who face multiple discrimination. The ESF+ should not support any action that contributes to segregation or to social exclusion. Regulation (EU) No [future CPR] provides that rules on eligibility of expenditure are to be established at national level, with certain exceptions for which it is necessary to lay down specific provisions with regard to the ESF+ strand under shared management.

(28)The Member States and the Commission should ensure that ESF+ contributes to the promotion of equality between genders in accordance with Article 8 TFEU to foster equality of treatment and opportunities between genders in all areas, including regarding participation in the labour market, terms and conditions of employment and career progression. They should also ensure that the ESF+ promotes equal opportunities for all, without discrimination in accordance with Article 10 TFEU and promotes the inclusion in society of persons with disabilities on equal basis with others and contributes to the implementation of the United Nations Convention on the Rights of Persons with Disabilities. These principles should be taken into account in all dimensions and in all stages of the preparation, monitoring, implementation and evaluation of programmes, in a timely and consistent manner while ensuring that specific actions are taken to promote gender equality and equal opportunities. The ESF+ should also promote the transition from residential/institutional care to family and community-based care, in particular for those who face multiple discrimination. The ESF+ should not support any action that contributes to segregation or to social exclusion. Regulation (EU) No [future CPR] provides that rules on eligibility of expenditure are to be established at national level, with certain exceptions for which it is necessary to lay down specific provisions with regard to the ESF+ strand under shared management.

Justification

There is more to gender than just male and female.

Amendment 12

Proposal for a regulation

PE627.881v02-00 10/23 AD\1168936FR.docx

Recital 29

Text proposed by the Commission

(29) In order to reduce the administrative burden for the collection of data, Member States should, where such data are available in registers, allow managing authorities to collect data from registers.

Amendment

(29) In order to reduce the administrative burden for the collection of data, Member States should, where such data are available in registers, allow managing authorities to collect data from registers. It is advisable to incentivise the continuation of the electronic transmission of data as it helps reducing the administrative burden.

Amendment 13

Proposal for a regulation Recital 34

Text proposed by the Commission

(34) Social investment market players, including philanthropic actors, can play a key role in achieving several ESF+ objectives, as they offer financing as well as innovative and complementary approaches to combatting social exclusion and poverty, reducing unemployment and contributing to the UN Sustainable Development Goals. Therefore, philanthropic actors such as foundations and donors should be involved, as appropriate, in ESF+ actions in particular in those aimed at developing the social investment market ecosystem.

Amendment

Social investment market players, (34)including philanthropic actors, can play a key role in achieving several ESF+ objectives, as they offer financing as well as innovative and complementary approaches to combatting social exclusion and poverty, reducing unemployment and contributing to the UN Sustainable Development Goals. Therefore, philanthropic actors such as foundations and donors should be involved, as appropriate and as long as those foundations and donors do not have a political or social agenda in conflict with *Union ideals*, in ESF+ actions in particular in those aimed at developing the social investment market ecosystem.

Amendment 14

Proposal for a regulation Recital 48

Text proposed by the Commission

(48) Third countries which are members

Amendment

(48) Subject to complying with all the

AD\1168936FR.docx 11/23 PE627.881v02-00

of the European Economic Area (EEA) may participate in Union programmes in the framework of the cooperation established under the EEA agreement, which provides for the implementation of the programmes by a decision under that agreement. A specific provision should be introduced in this Regulation to grant the necessary rights for and access to the authorising officer responsible, the European Anti-Fraud Office as well as the European Court of Auditors to comprehensively exert their respective competences.

relevant rules and regulations, third countries which are members of the European Economic Area (EEA) may participate in Union programmes in the framework of the cooperation established under the EEA agreement, which provides for the implementation of the programmes by a decision under that agreement. A specific provision should be introduced in this Regulation to grant the necessary rights for and access to the authorising officer responsible, the European Anti-Fraud Office as well as the European Court of Auditors to comprehensively exert their respective competences.

Amendment 15

Proposal for a regulation Article 2 – paragraph 2 a (new)

Text proposed by the Commission

Amendment

2a. The definitions in Article 2 of the Financial Regulation shall also apply to the Employment and Social Innovation strand and the Health strand under direct and indirect management.

Amendment 16

Proposal for a regulation Article 3 – paragraph 2

Text proposed by the Commission

The ESF+ shall support, complement and add value to the policies of the Member States to ensure equal opportunities, access to the labour market, fair working conditions, social protection and inclusion, and a high level of human health protection.

Amendment

The ESF+ shall support, complement and add value to the policies *of the Union and* of the Member States to ensure equal opportunities, access to the labour market, fair working conditions, social protection and inclusion, *investment in children and young people*, and a high level of human health protection.

Amendment 17

Proposal for a regulation Article 3 – paragraph 2 a (new)

Text proposed by the Commission

Amendment

Under the Health strand, the ESF+ shall support health promotion and disease prevention, contribute to the effectiveness, accessibility and resilience of health systems, make healthcare affordable-forall and safer, reduce health inequalities, protect citizens from cross-border health threats, and support Union health legislation.

Amendment 18

Proposal for a regulation Article 6 a (new)

Text proposed by the Commission

Amendment

Article 6a

Scope of support and specific objectives

- 1. Under shared management ESF+ shall pursue the goal 'Investment for jobs and growth', set out in Article 4(2)(a) of Regulation (EU) No [future CPR], and it shall contribute to the policy objective for 'a more social Europe implementing the European Pillar of Social Rights, set out in Article 4(1)(d) of that Regulation.
- 2. In accordance with the general objectives set in Article 3 and in accordance with the policy objective referred to in paragraph 1 of this Article, it shall support the following specific objectives:
- (i) improving access to quality and sustainable employment that adheres to all existing Union Labour laws and respects the rights of all jobseekers, in particular youth and long-term unemployed, and of inactive people, while

- promoting self-employment and the social economy;
- (ii) modernising labour market institutions and services to assess and anticipate skills needs and ensure timely and tailor-made assistance and support to labour market matching, transitions and mobility;
- (iii) promoting women's labour market participation and a better work-life balance including access to childcare;
- (iiia) promoting a healthy and well—adapted working environment addressing health risks, adaptation of workers, enterprises and entrepreneurs to change, and active and healthy ageing;
- (iv) improving the quality, effectiveness and labour market relevance of education and training systems to support acquisition of key competences, including digital skills;
- (v) promoting equal access to, and completion of, quality and inclusive education and training, in particular for disadvantaged groups, from early childhood education and care through general and vocational education and training, and to tertiary level, as well as adult education and learning, including facilitating learning mobility for all;
- (vi) promoting lifelong learning, notably flexible upskilling and reskilling opportunities for all, taking into account digital skills, better anticipating change and new skills requirements based on labour market needs, facilitating career transitions and promoting professional mobility;
- (vii) fostering active inclusion with a view to promoting equal opportunities and active participation, and improving employability;
- (viii) promoting socio-economic integration of third country nationals and of marginalised communities, such as the

PE627.881v02-00 14/23 AD\1168936FR.docx

Roma;

- (ix) enhancing the equal and timely access to quality, sustainable and affordable services, modernising social protection systems, including promoting access to social protection, and improving accessibility, effectiveness and resilience of healthcare systems and long-term care services;
- (x) promoting social integration of people at risk of poverty or social exclusion, including the most deprived and children;
- (xi) addressing material deprivation through food or basic material assistance to the most deprived, including accompanying measures.
- 3. Through the actions implemented to achieve the specific objectives referred to in paragraph 2, the ESF+ shall also aim to contribute to the other policy objectives listed in Article 4(1) of Regulation (EU) No [the future CPR], in particular those related to:
- (i) a smarter Europe through the development of skills for smart specialisation, skills for key enabling technologies and industrial transition, and sectorial cooperation on skills and entrepreneurship, the training of researchers, networking activities and partnerships between higher education institutions, vocational and educational training (VET) institutions, research and technological centres and enterprises and clusters, and support to micro, small and medium sized enterprises and the social economy;
- (ii) a greener, low carbon Europe through the improvement of education and training systems necessary for the adaptation of skills and qualifications, the upskilling of all, including the labour force, and the creation of new jobs in sectors related to the environment, climate and energy, and the bioeconomy.

Amendment 19

Proposal for a regulation Article 15 – paragraph 1

Text proposed by the Commission

1. Programmes benefitting from the general support of the ESF+ strand under shared management shall use common output and result indicators, as set out in Annex 1 to this Regulation to monitor progress in implementation. The programmes *may* also use programmes specific indicators.

Amendment 20

Proposal for a regulation Article 15 – paragraph 6 a (new)

Text proposed by the Commission

Amendment

1. Programmes benefitting from the general support of the ESF+ strand under shared management shall use common output and result indicators, as set out in Annex 1 to this Regulation to monitor progress in implementation. The programmes *shall* also use programme-specific indicators.

Amendment

6a. In compliance with its reporting requirement pursuant to Article [38(3)(e)(i)] of the Financial regulation, the Commission shall present to the European Parliament and the Council information on performance and results in accordance with the indicators by reporting on both progress and shortfalls and by ensuring a clear link between spending and performance.

Amendment 21

Proposal for a regulation Article 21 – paragraph 5 a (new)

Text proposed by the Commission

Amendment

5a. In compliance with its reporting requirement pursuant to Article [38(3)(e)(i)] of the Financial Regulation, the Commission shall present to the European Parliament and the Council

PE627.881v02-00 16/23 AD\1168936FR.docx

information on performance and results in accordance with the indicators by reporting on both progress and shortfalls and by ensuring a clear link between spending and performance.

Amendment 22

Proposal for a regulation Article 22 – paragraph 1

Text proposed by the Commission

Audit of operations may cover all stages of its implementation and all levels of the distribution chain, with the sole exception of control of the end recipients, unless a risk assessment establishes a specific risk of irregularity or fraud.

Amendment

Audit of operations may cover all stages of its implementation and all levels of the distribution chain, with the sole exception of control of the end recipients, unless a risk assessment establishes a specific risk of irregularity or fraud. The audit of operations shall include more controls in the early stages of implementation so that in case of risk of fraud the funds may be re-directed to other projects

Amendment 23

Proposal for a regulation Article 33 – paragraph 3 a (new)

Text proposed by the Commission

Amendment

3a. With a view to regular monitoring of the strands and to making any adjustments needed to their policy and funding priorities, the Commission shall draw up an initial qualitative and quantitative monitoring report covering the first year, followed by three reports covering consecutive two-year periods, and shall send those reports to the European Parliament and to the Council. The reports shall also be transmitted, for information purposes, to the European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions. The reports shall cover the strands' results and the extent to which the principles of equality

between women and men and gender mainstreaming have been applied, as well as how anti-discrimination considerations, including accessibility issues, have been addressed through their activities. The Commission shall make the reports available to the public in order to enhance the transparency of the strands

Justification

Absence of proper monitoring reports as they are envisaged for the current period will be a step back with regard transparency and accountability of the ESF+ strands under direct and indirect management.

Amendment 24

Proposal for a regulation Article 33 – paragraph 3 b (new)

Text proposed by the Commission

Amendment

3b. In compliance with its reporting requirement pursuant to Article [38(3)(e)(i)] of the Financial Regulation, the Commission shall present to the European Parliament and the Council information on performance and results in accordance with the indicators by reporting on both progress and shortfalls and by ensuring a clear link between spending and performance.

Amendment 25

Proposal for a regulation Article 35 – paragraph 1

Text proposed by the Commission

1. Evaluations shall be carried out in a sufficiently timely manner to feed into the decision-making process.

Amendment

1. Evaluations shall be carried out in a sufficiently timely manner to feed into the decision-making process and shall contain information on performance, Union added value and sound financial management.

PE627.881v02-00 18/23 AD\1168936FR.docx

Amendment 26

Proposal for a regulation Article 35 – paragraph 2

Text proposed by the Commission

2. The interim evaluation of the strands may be performed once there is sufficient information available about their implementation, but not later than four years after the start of the implementation of the strands.

Amendment

2. A mid-term evaluation of the strands shall be carried out by 31

December 2024 to measure, on a qualitative and quantitative basis, progress made in meeting the strands' objectives, to address the social environment within the Union and any major changes introduced by Union legislation, to determine whether the resources of the strands have been used efficiently and to assess its Union added value. The results of that mid-term evaluation shall be presented to the European Parliament and to the Council.

Amendment 27

Proposal for a regulation Article 35 – paragraph 4

Text proposed by the Commission

4. The Commission shall communicate the conclusions of the evaluations accompanied by its observations, to the European Parliament, the Council, the European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions.

Amendment

4. The Commission shall communicate the conclusions of the evaluations, accompanied by its observations and by improved qualitative and quantitative information on performance and results against the objectives set, to the European Parliament, the Council, the European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions.

Amendment 28

Proposal for a regulation Annex II a (new)

Annex IIa

Indicators for the Employment and Social Innovation Strand

- 1. Level of declared gain of better understanding of Union policies and legislation:
- (1a) Number of analytical activities;
- (1b) Number of mutual learning, awareness and dissemination activities;
- (1c) Support for main actors.
- 2. Level of active collaboration and partnership between the Union and government institutions of Member States and associated third-countries:
- (2a) Number of analytical activities;
- (2b) Number of mutual learning, awareness and dissemination activities;
- (2b) Support for main actors.
- 3. Declared use of social policy innovation in the implementation of social country specific recommendations (CSRs) and the results of social policy experimentation for policy making:
- (3a) Number of analytical activities;
- (3b) Number of mutual learning, awareness and dissemination activities.
- (3c) Support for main actors.
- 4. Number of visits of the EURES platform
- 5. Number of youth job placements achieved or supported under the Preparatory Action Your First EURES Job (YfEJ) as well as under Targeted Mobility Schemes.
- 6. Number of individual personal contacts of EURES advisers with jobseekers, job changers and employers.
- 7. Number of businesses created or consolidated that have benefitted from

PE627.881v02-00 20/23 AD\1168936FR.docx

Union support.

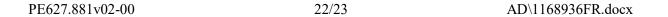
8. Proportion of beneficiaries that have created or further developed a business with Union microfinance that are unemployed or belonging to disadvantaged groups.

Justification

List of indicators for monitoring the implementation of the Employment and Social Innovation strand is missing in the Commission's proposal. The Employment and Social Innovation strand is a continuation of the Programme for Employment and Social Innovations (EaSI) 2014-2020. Therefore, the indicators which the Commission uses to present EaSI performance in the Programme Statements presented in the package of the Union's annual budgets should continue to be used as indicators for the Employment and Social Innovation Strand.

PROCÉDURE DE LA COMMISSION SAISIE POUR AVIS

Titre	Fonds social européen plus (FSE+)	
Références	COM(2018)0382 - C8-0232/2018 - 2018/0206(COD)	
Commission compétente au fond Date de l'annonce en séance	EMPL 11.6.2018	
Avis émis par Date de l'annonce en séance	CONT 11.6.2018	
Rapporteur(e) pour avis Date de la nomination	Georgi Pirinski 10.7.2018	
Date de l'adoption	15.11.2018	
Résultat du vote final	+: 20 -: 1 0: 1	
Membres présents au moment du vote final	Nedzhmi Ali, Inés Ayala Sender, Zigmantas Balčytis, Dennis de Jong, Tamás Deutsch, Martina Dlabajová, Luke Ming Flanagan, Ingeborg Gräßle, Arndt Kohn, Gilles Pargneaux, Georgi Pirinski, Petri Sarvamaa, Bart Staes, Indrek Tarand, Derek Vaughan, Tomáš Zdechovský, Joachim Zeller	
Suppléants présents au moment du vote final	Caterina Chinnici, Marian-Jean Marinescu, Andrey Novakov, Julia Pitera, Richard Sulík	



VOTE FINAL PAR APPEL NOMINAL EN COMMISSION SAISIE POUR AVIS

20	+
ALDE	Nedzhmi Ali, Martina Dlabajová,
GUE/NGL	Luke Ming Flanagan,
EPP	Tamás Deutsch, Ingeborg Gräßle, Marian-Jean Marinescu, Andrey Novakov, Julia Pitera, Petri Sarvamaa, Tomáš Zdechovský, Joachim Zeller
S&D	Inés Ayala Sender, Zigmantas Balčytis, Caterina Chinnici, Arndt Kohn, Gilles Pargneaux, Georgi Pirinski, Derek Vaughan
GREENS/EFA	Bart Staes, Indrek Tarand

1	-
ECR	Richard Sulík

1	0
GUE/NGL	Dennis de Jong

Légende des signes utilisés:

+ : pour
- : contre
0 : abstention